

Un plan de relance... qui ne va rien relancer

Le président de la République nous a habitué à des annonces grandiloquentes. Le plan de relance n'y échappe pas. Mais cela ne peut parvenir à cacher la nature réelle de ce plan qui vise essentiellement à faire de nouveaux cadeaux au patronat, alors même que des entreprises licencient simplement pour maintenir leur taux de profit et pouvoir continuer à verser des dividendes confortables à leurs actionnaires. Pour justifier un tel plan on explique qu'il est centré sur les investissements. C'est faire une profonde erreur de diagnostic.

Si effectivement en période de récession, les investissements publics doivent prendre le relais des investissements privés défaillants, encore faut-il qu'ils soient des investissements nouveaux. Or force est de constater que les annonces du président de la République sont, pour l'essentiel, en trompe-l'œil, puisqu'il s'agit dans la plupart des cas d'investissements déjà programmés dont il n'est même pas certain qu'ils soient accélérés. Dans ce cadre, l'annonce de la construction de 70 000 logements sociaux supplémentaires est notoirement insuffisante alors que des millions de personnes sont aujourd'hui à la recherche d'un logement décent. Un véritable plan d'investissement public de construction de logements et d'aide à la rénovation écologique des logements anciens aurait été nécessaire.

Mais surtout en priorisant l'investissement des entreprises, le président de la République n'a pas l'air de comprendre que les entreprises n'investissent que si elles anticipent des débouchés possibles. La stagnation de l'investissement depuis des années, et maintenant son recul, s'explique par la faiblesse de la demande des ménages. La question du pouvoir d'achat est donc décisive. En refusant une politique volontariste d'augmentation forte des salaires et des minima sociaux, le président de la République fait, de fait, le choix de la récession.

Prétendre que les nouvelles exonérations de cotisations sociales permettront de créer des emplois relève de la plaisanterie, alors même que les 32 milliards d'euros annuels d'exonérations n'ont eu aucune conséquence en la matière ! Les sommes annoncées pour mieux indemniser le chômage partiel sont dérisoires, ce d'autant plus que le président de la République veut que ce type de mesure se développe ! Alors que le chômage s'accroît, c'est tout le système d'indemnisation qu'il aurait fallu revoir pour permettre aux chômeurs d'être protégés d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

Dans cette situation, il importe plus que jamais que les salariés se mobilisent pour ne pas continuer à payer le prix de la crise. L'Union syndicale Solidaires, qui vient de progresser notablement aux élections prud'homales, propose que le plus rapidement possible une riposte unitaire des salariés soit organisée.

Le 5 décembre 2008